

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10561 - VENDREDI 24 MARS 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Le ministre de l'Agro-industrie annonce la deuxième édition des Assises de l'Agriculture



Page 3

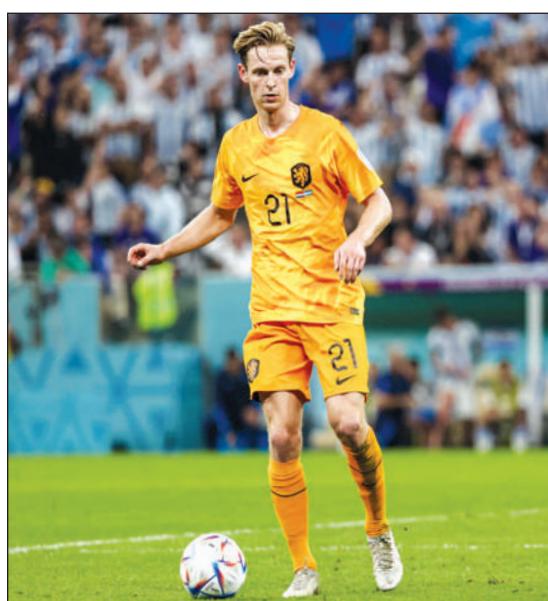


Page 3

Journée mondiale de la santé bucco-dentaire 2023 :

Kits de santé bucco-dentaire distribués aux étudiants

Football



Qualifications Euro-2024
Les Néerlandais De Jong et Bergwijn forfaits face aux Bleus

Page 8



Deschamps : « Griezmann a toujours été un élément essentiel et il va continuer de l'être »

Page 8

France

Emmanuel Macron s'adresse aux Français pour tenter d'«apaiser» la colère



Page 4

Environnement

Une crise mondiale de l'eau est «imminente», alerte l'ONU



Page 5

Présidentielle en Turquie: Le parti prokurde apporte un soutien tacite à l'alliance de l'opposition



Page 5

A la télé aujourd'hui



07.15 Les Grandes Lignes
08.00 Local: Profil
08.35 Local: Nou Later Nou Lamer..
11.10 Tele: Rubi
12.00 Le Journal
12.40 Tele: Fierce Angel
13.25 Les Grands Noms...
14.35 D.Anime: L'Heure Du Conte
15.21 D.Anime: Sam Le Pompier

15.31 D.Anime: Tempete De Boule..
15.52 D.Anime: The Adventure Of...
16.15 D.Anime: Panda Fanfare
17.04 D.Anime: Dee Dee The Little
17.25 Mag: Bricks 'O' Brian
18.00 Live: Samachar
18.31 Serial: Surya Puran
18.55 Jag Jaanani Maa...
19.30 Journal & La Meteo
20.25 Les Grands Noms...
22.10 Serial: Rookie Blue
23.00 Le Journal



07.00 DDI Live
10.00 Serial: Rediff Urdu
11.20 Serial: Pyar Ke Sadqay
12.02 Film: Safalta 0Km
13.57 Mag: DDI Mag
15.00 Live: Samachar
15.22 Saare Tujhyachsathi
15.45 Serial: Bommarillu
16.04 Sondha Bandham
16.27 Serial: Rabba Mainu

Maaf...
16.44 Serial: Saaton Vachanwa...
17.11 Serial: Bhakharwadi
17.30 Serial: Ishaaron Ishaaron...
18.01 Serial: Oh! My Sweet Liar!
19.00 Live: Zournal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.00 Serial: Yeh Dil Mera
20.44 Local: Anjuman
21.15 Local: Namaz-E Jummah
22.45 DDI Live



07.00 Mag: Border Crossing
07.51 Doc: Paradis Perdus
08.42 Doc: Tokyo Phoenix, The Rise Of Modern Japan
09.25 Mag: Saladeria
12.05 Mag: Shift
14.56 Doc: Saladeria
15.01 Doc: Beneath The Waves
16.59 Mag: Eco India

17.25 Mag: Carnet De Sante
17.45 Doc: Foodland
19.00 Student Support Prog...
20.30 Live: News
20.53 Doc: Fine Arts Sculptures
21.45 Mag: Sky Eye
22.21 The Forgotten Temple...
23.04 Mag: Face And Voice
23.46 Doc: Foodland
23.50 Doc: Glacier Express
00.32 Mag: World Stories
00.46 Doc: Castless



01.08 Film: Wolves
03.37 Film: Natural Selection
05.18 Tele: Tour De Babel
06.48 Film: Wolves
08.45 Serial: Chicago Pd
09.30 La Beaute Du Diable
09.57 A Que No Me Dejas
10.22 Tele: Fierce Angel
11.00 Serial: Elementary
11.46 Film: Natural

Selection
13.31 Tele: Tour De Babel
14.45 Film: Wolves
16.35 Serial: Chicago Pd
17.15 Madam Secretary
18.05 La Beaute Du Diable
18.26 Tele: A Que No Me Dejas
19.00 Tele: Fierce Angel
19.34 Serial: Malory Towers
20.05 Tele: L'Envers Du Paradis
20.30 Serial: Le Livre Perdu Des...
21.20 Film: Trigger Point



06.32 Film: Hindustani Film
10.46 / 20.30 - Radha Krishna
11.17 / 21.00 - Anupamaa
11.47 / 21.30 - Mere Sai
12.19 / 22.00 - Kismat Ki Lakiron
12.44 / 22.03 - Yeh Teri Galiyan
13.13 / 22.30 - Patiala Babes

14.25 / 23.00 - Highway On My Plate
14.53 Bade Acche Lagte Hai
15.24 Film: Bumm Bumm Bole
Starring: Darsheel Safary, Atul Kulkarni...
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.28 Kuch Rang Pyar Ke...
20.04 Sasural Simar Ka 2

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info
Facebook: Lesocialiste.info

Poursuites contre Meta sur la traite des êtres humains via Facebook et Instagram

Des fonds de pension et d'investissement ont porté plainte contre Meta pour avoir «fermé les yeux» sur la traite des êtres humains et la pédocriminalité sur ses réseaux sociaux Facebook et Instagram, déjà accusés de nombreux maux par les autorités.

Pendant la décennie écoulée, les applications de Meta ont aidé, soutenu et facilité la tâche des criminels responsables de proxénétisme, traite des êtres humains et de pédocriminalité qui ont eu lieu à grande échelle sur les plateformes du groupe californien, accuse la plainte déposée lundi devant un tribunal du Delaware, spécialisé en droit des affaires.

«Des preuves substantielles montrent que le conseil d'administration a fermé les yeux alors qu'il avait connaissance, tout comme la direction de l'entreprise, de ce phénomène en pleine expansion», continuent les avocats des fonds signataires, qui détiennent des actions chez Meta.

Ils assurent que les trafiquants se servent des plateformes pour attirer, recruter et exploiter des victimes, qui sont des utilisateurs mineurs et adultes de Facebook et Instagram, «dont les vies sont pour toujours dévastées».

Meta «interdit clairement l'exploitation des humains et l'exploitation sexuelle des enfants», a réagi mardi Andy Stone, porte-parole du géant des réseaux sociaux contacté par l'AFP.

«Les affirmations dans cette plainte ne reflètent pas nos efforts pour lutter contre ce type d'activités. Notre but est d'empêcher les personnes qui cherchent à exploiter des êtres humains d'utiliser notre plateforme, et nous travaillons de près avec des organisations comme Polaris, le National Center for Missing and Exploited Children et Stop the



Traffik», a-t-il ajouté.

Mais selon la plainte, le conseil d'administration de Meta a «échoué à expliquer comment il cherche à éradiquer le problème», et la seule «conclusion logique» est que «le conseil a consciemment décidé de permettre aux plateformes de Meta de promouvoir et de faciliter» ces trafics.

Le groupe de Mark Zuckerberg fait déjà face à de nombreuses poursuites sur d'autres terrains, notamment la santé mentale des enfants et adolescents.

Des élus américains et des associations de protection de l'enfance reprochent aux applications particulièrement populaires chez les jeunes comme Instagram (mais aussi YouTube ou TikTok) de susciter de la dépendance, des problèmes d'estime de soi ou de faciliter le harcèlement en ligne.

Ces accusations ont pris une nouvelle dimension quand, à l'automne 2021, l'ex-employée de Facebook Frances Haugen a fait fuiter des documents internes montrant que les dirigeants de la plateforme avaient conscience de certains risques pour les mineurs.

La lanceuse d'alerte et des ONG estiment que Meta fait passer les profits avant les utilisateurs.

Google lance en accès public la version test du concurrent de ChatGPT

Google a lancé mardi en accès public son robot conversationnel Bard, concurrent de ChatGPT, dans l'objectif assumé d'améliorer la qualité de ses réponses grâce à l'augmentation des échanges avec des utilisateurs.

La filiale du groupe Alphabet avait annoncé en catastrophe début février la création de Bard, débordée par l'arrivée en novembre de ChatGPT, développé par la start-up OpenAI en collaboration avec Microsoft.

Capable de produire des courriels, des dissertations ou des lignes de code sur simple requête, ChatGPT suscite un immense engouement pour l'intelligence artificielle générative.

L'utilisation de Bard avait été initialement limitée à des «testeurs de confiance», avant l'ouverture, mardi, au grand public. Le nombre de connexions a cependant été restreint et une liste d'attente établie pour gérer la demande.

L'accès n'est possible, pour l'instant, que depuis les États-Unis et le Royaume-Uni.

«Au fur et à mesure que les gens commencent à utiliser Bard et à tester ses capacités, ils vont nous surprendre», a déclaré Sundar Pichai, le patron de Google, dans un message envoyé au personnel et consulté par l'AFP.

«Des choses vont mal se passer. Mais le retour des utilisateurs est essentiel pour améliorer le produit et la



technologie sous-jacente», a-t-il ajouté.

Le dirigeant du groupe californien avait été critiqué en interne sur le lancement précipité de Bard pour rattraper le retard avec Microsoft.

L'interface consiste un site internet, distinct du moteur de recherche de Google, avec un espace dans lequel l'utilisateur peut taper une question.

«Monde réel»

Interrogé par l'AFP sur ce qui le distingue de ChatGPT, Bard a répondu que contrairement à son rival il était «capable d'accéder à des informations du monde réel grâce au moteur de recherche de Google».

Le chatbot a aussi souligné qu'il était «encore en développement alors que ChatGPT est déjà disponible pour le grand public. Cela signifie que j'apprends et m'améliore constamment alors que ChatGPT va certainement rester inchangé».

«Nous avons beaucoup appris en testant Bard et la prochaine étape majeure de son amélioration est de recevoir des retours de plus de gens», ont écrit les vice-présidents de Google Sissie Hsiao et Eli Collins dans un message publié sur un site du groupe.

«Plus il y a de personnes qui l'utilisent, meilleurs sont les grands modèles de langage (LLM, programme capable de générer des réponses à des questions formulées en langage courant) pour prédire les réponses susceptibles d'être utiles», ont expliqué les deux responsables.

En étant nourri de données et de conversations écrites, l'algorithme de LLM peut déterminer avec plus de précision la réponse pertinente à une question.

Bard s'appuie sur LaMDA, un modèle de langage conçu par Google pour générer des robots de conversation (chatbots), dont le groupe de Mountain View (Californie) avait dévoilé la première version en 2021.

Les deux dirigeants de Google reconnaissent que les LLM «ne sont pas sans défaut», et peuvent «proposer, de façon assurée, des informations inexactes, trompeuses ou fausses».

Google indique avoir mis en place des «garde-fous» pour contenir les possibilités de réponses inexactes ou inadaptées, notamment la limitation de la longueur des échanges dans un dialogue entre Bard et un utilisateur.

Depuis la mise en ligne de ChatGPT, plusieurs internautes ont cherché à pousser le chatbot dans ses retranchements et générés des réponses saugrenues, voire inquiétantes.

Dans un entretien au New York Times, Sissie Hsiao et Eli Collins ont indiqué que Google n'avait pas encore déterminé de modèle économique et de stratégie de monétisation pour Bard.

Le ministre de l'Agro-industrie annonce la deuxième édition des Assises de l'Agriculture

Dans son allocution de clôture des Assises de l'Agriculture, au Complexe Sportif National de la Côte d'Or, l'Attorney Général, ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité Alimentaire, M. Maneesh Gobin, a déclaré qu'à la lumière des succès de la première édition des Assises de l'Agriculture et suite aux demandes de nombreux acteurs, une deuxième édition est prévue.

Selon le ministre, "Les Assises" étaient plus qu'une simple exposition pour les entrepreneurs agricoles pour vendre leurs produits locaux. Il était d'avis que les objectifs de l'événement étaient triples : établissement et expansion des contacts d'entreprise à entreprise, augmentation de la vente de produits locaux et mise en relation des agripreneurs avec les institutions concernées afin que des idées innovantes puissent être échangées, partagées et développées.

M. Gobin a également félicité ceux qui ont contribué au succès de l'événement, y compris les participants à l'exposition. Il a salué le travail des agents des différents



départements relevant du ministère de l'Agro-Industrie et de la Sécurité Alimentaire, en particulier la Section du Génie qui avait aménagé les nombreux étals à la satisfaction de tous.

Rappelons que la première édition des Assises de l'Agriculture, a débuté le jeudi

16 mars 2023, sous le thème « Pathways to a Sustainable Food System for a Healthier Tomorrow ».

L'événement, qui était une initiative du ministère de l'agro-industrie et de la sécurité alimentaire en collaboration avec le Conseil de développement économique,

comprenait une exposition de cinq jours avec 197 stands présentant des produits, équipements et machines agricoles locaux ainsi que des démonstrations des meilleurs produits agricoles durables, pratiques ainsi que les techniques de production/ajout de valeur.

Les participants à l'exposition comprenaient, entre autres, des agripreneurs, l'Institut de recherche et de vulgarisation de l'alimentation et de l'agriculture, les services agricoles, l'Office de commercialisation agricole, des institutions financières, des prestataires de services du secteur agricole, des agro-industriels, des coopératives et l'Indian Farmers Fertilizer Cooperative Limité.

Un colloque de deux jours s'est également tenu les 16 et 17 mars 2023. Il a permis aux parties prenantes de partager leurs expériences, d'échanger et de discuter de diverses questions, propositions et actions relatives à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction des importations de produits alimentaires.

Journée mondiale de la santé bucco-dentaire 2023: Kits de santé bucco-dentaire distribués aux étudiants



Le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailesh Jagutpal, a remis symboliquement des kits de santé bucco-dentaire à certains élèves de l'école publique sir Claude Noël et de l'école publique La Sourdine, à L'Escalier, dans le cadre de la Journée mondiale de la santé bucco-dentaire 2023. Le thème choisi cette année est "Soyez fier de votre bouche".

Le Secrétaire Parlementaire (PPS), le Dr Muhammad Ismael Rawoo, et d'autres personnalités étaient également présents à cette occasion.

Dans son allocution, le ministre Jagutpal a souligné l'importance de maintenir une bonne hygiène bucco-dentaire et a insisté sur les précautions nécessaires à prendre pour cela. Il a observé que la distribution de kits de santé bucco-dentaire aux enfants contribuera à les sensibiliser afin qu'ils puissent à leur tour sensibiliser leurs proches sur la nécessité de maintenir une bonne hygiène buccale.

Le Dr Jagutpal a rappelé que la distribution de kits de santé bucco-dentaire aux étudiants fait partie du Plan d'action national pour la santé bucco-dentaire 2022-2027, qui a été lancé le 1er juin 2022. L'un des objectifs du Plan d'action, a-t-il indiqué, est d'encourager le développement de une bonne hygiène bucco-dentaire dès le plus jeune âge.

Dans un autre ordre d'idées, le ministre a lancé un appel aux étudiants pour qu'ils mangent de manière équilibrée afin de rester en bonne santé.

Quant à PPS Rawoo, il a saisi cette

opportunité pour sensibiliser les élèves sur l'importance d'avoir une bonne hygiène buccale, et leur a expliqué la bonne technique pour se brosser les dents. Il a également fait remarquer que les enfants bénéficient aujourd'hui de plusieurs facilités supplémentaires en ce qui concerne les services de santé offerts par le ministère de la Santé et du Bien-être.

Le Dr Rawoo a en outre encouragé les étudiants à se brosser les dents deux fois par jour et à se rendre chez un dentiste pour un contrôle au moins une fois par an afin de s'assurer d'une bonne santé bucco-dentaire.

On rappelle qu'à ce jour, plus de 39 000 étudiants ont déjà reçu leurs kits de santé bucco-dentaire. Au total, 308 kits ont été distribués aux enfants de l'école publique sir Claude Noël et 108 à ceux de l'école publique La Sourdine.

Journée mondiale de la santé bucco-dentaire

Chaque année, la Journée mondiale de la santé bucco-dentaire est commémorée le 20 mars. Il met l'accent sur l'importance d'une excellente santé bucco-dentaire, augmente les connaissances sur les maladies bucco-dentaires et encourage une bonne hygiène dentaire. L'objectif principal de la Journée mondiale de la santé bucco-dentaire est d'encourager les différentes parties prenantes à s'engager à promouvoir une excellente santé bucco-dentaire aux niveaux régional, national et international par le biais de campagnes de sensibilisation.

ONU-Maurice : Retraite de priorisation stratégique pour concevoir l'UNSDCF 2024-2028

Une retraite de priorisation stratégique (SPR) de deux jours visant à finaliser la conception du Cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (UNSDCF 2024-2028), s'est ouverte à l'hôtel Westin Turtle Bay à Balaclava. Le Secrétaire aux Affaires étrangères (SFA) du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et de la Planification économique, M. Joyker Nayeck, la Coordonnatrice résidente des Nations Unies (ONU) pour Maurice et les Seychelles, Mme Lisa Simrique Singh et d'autres personnalités étaient également présents.

L'équipe de pays des Nations Unies et le gouvernement de Maurice collaborent actuellement pour concevoir l'UNSDCF 2024-2028, qui sera détenu et cosigné par les deux parties, conformément aux plans et priorités de développement national. Le SPR réunissant la participation des partenaires et des parties prenantes des organismes gouvernementaux, du secteur privé, de la société civile, des universités et des agences des Nations Unies se déroule conformément à la formulation de l'UNSDCF.

S'exprimant à cette occasion, SFA Nayeck a souligné que la retraite fournira des idées et des solutions pour dessiner et concevoir le cadre de coopération pour 2024-2028 et aidera à fixer des priorités ainsi qu'à refléter sur les réalisations passées. Il s'est attardé sur les défis posés par le changement climatique dans les petits États insulaires en développement, notamment l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière. À cette fin, il a exprimé sa gratitude à l'ONU pour son soutien à Maurice grâce à une assistance efficace et opportune dans l'accélération des objectifs de développement durable (ODD). La nécessité d'un partenariat réactif pour s'adapter à des circonstances en évolution rapide a également été soulignée par M. Nayeck.

Se référant aux ODD, SFA Nayeck a réitéré l'engagement du gouvernement à ne laisser personne de côté dans les programmes sociaux et économiques.



"Maurice attend avec impatience l'accélération des actions des ODD pour fournir un nouveau paradigme qui continuera à renforcer la résilience de l'économie mauricienne dans l'ère post-pandémique", a-t-il ajouté.

Quant à la Coordonnatrice résidente des Nations Unies, elle a indiqué que la retraite est l'aboutissement des derniers mois d'intenses consultations co-organisées avec le ministère des Affaires étrangères au cours des six derniers mois en vue de la finalisation du nouveau cadre de coopération des Nations Unies pour Maurice. Elle a saisi l'occasion pour féliciter Maurice, malgré de multiples défis, pour sa trajectoire de développement au cours des dernières décennies avec un classement actuel au premier rang mondial et en Afrique en termes de prospérité économique qui a amélioré les opportunités économiques pour une part importante de sa main-d'œuvre.

"Je suis convaincue que nous finaliserons la conception d'un cadre de coopération des Nations Unies innovant et de haute qualité, pour accompagner de manière significative les actions transformatrices du gouvernement mauricien pour améliorer les opportunités socio-économiques et renforcer la résilience systémique", a déclaré Mme Singh.

Guerre en Ukraine L'Ukraine obtient un plan d'aide de 15,6 milliards de dollars du FMI



Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mardi être parvenu à un accord avec le gouvernement ukrainien en vue de la mise en place d'un plan d'aide d'un montant total de 15,6 milliards de dollars.

Le plan doit permettre de «soutenir la reprise économique graduelle tout en créant les conditions d'une croissance de long terme dans un contexte de reconstruction après le conflit et sur le chemin de l'adhésion à l'Union européenne» (UE), a précisé le FMI dans un communiqué.

L'accord sera présenté «dans les prochaines semaines» au Conseil d'administration du Fonds en vue d'une validation définitive.

«Au-delà de l'horrible coût humain, l'invasion russe de l'Ukraine continue d'avoir un effet dévastateur sur l'économie: le PIB s'est replié de 30 % en 2022, une large partie de l'appareil industriel a été détruit et la pauvreté s'est envolée», a rappelé le chef de la mission du FMI sur place Gavin Gray, cité dans le communiqué.

Malgré ces difficultés, le gouvernement ukrainien a su «maintenir la stabilité financière et macroéconomique, notamment grâce à un soutien international substantiel et la mise en place de politiques judicieuses».

Dans un communiqué, la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a «salué» l'accord entre l'institution et l'Ukraine, ajoutant que les États-Unis «continueront à soutenir le gouvernement et le peuple ukrainiens aussi longtemps que nécessaires» face à la Russie.

L'Ukraine a bénéficié d'un soutien important depuis le début du conflit, le 24 février 2022, tant de la Banque mondiale, qui lui a d'ores et déjà accordé plus de 20 milliards de dollars, sous forme de prêts ou de dons, que les États-Unis, plus de 110 milliards de dollars en intégrant le soutien militaire.

Une part importante de ces fonds ont permis de maintenir les services publics à flot et payer les salaires de fonctionnaires, ainsi que d'assurer la prise en charge des déplacés internes.

Le FMI table sur une reprise économique partielle et graduelle cette année, notamment grâce au maintien des infrastructures essentielles, comme le réseau électrique, pourtant pris pour cible par la Russie.

«Les objectifs du gouvernement ukrainien sont de soutenir l'économie dans ces circonstances exceptionnelles, restaurer la crédibilité financière sur le marché de la dette et soutenir la reprise en vue d'une adhésion à l'UE», a souligné M. Gray.

Emmanuel Macron s'adresse aux Français pour tenter d'«apaiser» la colère

Alors que la contestation ne faiblit pas après l'adoption au forceps de la réforme des retraites, le président français

Emmanuel Macron doit s'exprimer mercredi lors d'une interview télévisée à 13 h. Il a appelé mardi son gouvernement à "apaiser" et "écouter les colères", tout en estimant que "la foule" n'avait pas de "légitimité" face aux élus.

Emmanuel Macron va s'adresser mercredi 22 mars aux Français lors d'une interview télévisée très attendue, pour tenter d'"apaiser" la colère contre sa réforme des retraites adoptée au forceps et d'expliquer comment il entend surmonter cette crise sans changer son gouvernement ni s'en remettre aux électeurs.

Le chef de l'État, en retrait depuis janvier sur le dossier des retraites, répondra à 13 h, en direct à l'Élysée, aux journalistes Marie-Sophie Lacarrau de TF1 et Julian Bugier de France 2, à la veille d'une nouvelle journée de mobilisation syndicale jeudi et alors que les manifestations parfois émaillées de tensions se sont poursuivies dans le pays.

À Paris, un face-à-face tendu avec échanges de jets de projectile et de gaz lacrymogène a opposé mardi soir quelques centaines de personnes aux forces de l'ordre place de la République. Quarante-six personnes ont été interpellées. D'autres cortèges ont eu lieu à Lille ou à Grenoble, ainsi qu'à Rennes et à Nantes, où des tirs de gaz lacrymogène ont été recensés, ainsi que des dégradations en marge du cortège.

Plusieurs dépôts pétroliers restaient par ailleurs bloqués. Des incidents ont éclaté mardi à Fos-sur-Mer, près de Marseille, où les autorités ont procédé à des réquisitions de personnels en grève au moment où 12 % des stations-service du pays sont à court d'essence ou de gazole.

Face à ces tensions, Emmanuel Macron a appelé mardi le gouvernement à "apaiser" et "écouter les colères", tout en assumant ses choix,



selon des participants à une réunion avec les parlementaires de son camp au terme d'une journée d'intenses consultations.

La "foule" n'a "pas de légitimité"

"La foule, quelle qu'elle soit, n'a pas de légitimité face au peuple qui s'exprime souverain à travers ses élus", a-t-il toutefois mis en garde. "Il y a à l'Élysée un artificier qui se balade sur les tonneaux de poudre avec une torche", a réagi sur Twitter le chef des socialistes Olivier Faure, qui signe avec 2 500 élus PS une lettre ouverte au président publiée sur le site du JDD pour réclamer le retrait de cette réforme qui "dynamite notre contrat social".

Dans la matinée, le chef de l'État avait résumé aux témoins du gouvernement et aux dirigeants de la Macronie son état d'esprit, à l'heure de relancer son second quinquennat, déjà entravé au bout de onze mois à peine. "Pas de dissolution, pas de remaniement, pas de référendum", a-t-il dit selon un participant.

Malgré l'adoption définitive lundi par le Parlement de sa réforme phare, l'ensemble des syndicats et la quasi-totalité des oppositions continuent de réclamer son retrait, vent debout contre le report de l'âge légal de la retraite de 62 à 64 ans.

Le recours à l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer le texte sans vote a ravivé la contestation, d'autant qu'il a été suivi d'une motion de censure contre le gouvernement rejetée de seulement neuf voix.

Privé de majorité absolue depuis les législatives de juin, Emmanuel Macron n'a pas pu compter comme il l'espérait, sur les retraites, sur le soutien total des députés Les Républicains.

Dans un entretien au Figaro, l'ex-Premier ministre Édouard Philippe lui conseille "d'élargir" sa base politique avec "une coalition" allant "des LR aux élus de la gauche qui ne se retrouvent pas dans la Nupes". Risqué, au vu du rejet exprimé par les oppositions.

"L'immobilisme", "pas une option"

"Le problème, c'est le président de la République", a estimé le chef des députés LR Olivier Marleix. Emmanuel Macron "a mis le feu et fermé toutes les issues" en "passant en force", a dénoncé l'insoumis Jean-Luc Mélenchon, tandis que la patronne des députés Rassemblement national Marine Le Pen a prévenu dans un entretien à l'AFP que le président avait seul "les clés d'une crise politique qu'il a créée".

Dans l'immédiat, le président a demandé à ses troupes de faire "d'ici deux à trois semaines" des "propositions" en vue d'un "changement de méthode et d'agenda des réformes", ce qui pourrait lui permettre de temporiser sans faire d'annonces fortes ce mercredi. Il avait déjà annoncé une "méthode nouvelle" au début de son nouveau mandat, sans résultat probant à date.

Mardi soir, il a aussi promis d'"avancer" sur "la santé, l'école et l'écologie" tout en organisant "la société du plein emploi". Dans la majorité, les attentes sont fortes. "Où va-t-on, comment on fait, qu'est-ce qu'on change?", veut savoir une députée de l'aile gauche du parti présidentiel Renaissance, qui prévient : "seul contre tous, c'est une erreur".

Plusieurs voix l'incitent à "parler aux Français qui bossent", "du pouvoir d'achat", mais aussi de promettre de meilleures conditions de travail et rémunérations. Mais d'autres mettent en garde contre de nouvelles dépenses. "L'immobilisme n'est pas une option, c'est la garantie du déclassement", prévient Édouard Philippe.

États-Unis

Trump veut être menotté s'il doit se rendre au tribunal

L'ex-président américain Donald Trump a demandé à être menotté pour son passage à la cour s'il est accusé formellement d'avoir acheté le silence de l'actrice pornographique avec qui il aurait eu une relation sexuelle.

C'est du moins ce qu'ont prétendu plusieurs sources proches de l'ancien président, selon le média britannique «The Guardian».

Selon elles, l'homme de 76 ans a indiqué que s'il devait se rendre aux autorités pour la prise de ses empreintes digitales et de sa photo, il en profiterait pour se donner en «spectacle».

Menotté derrière le dos, il souhaiterait ainsi se pavane «en martyr» devant les caméras, pour projeter de la défiance devant ce qu'il perçoit être une poursuite injuste pour étouffer sa campagne présidentielle de 2024, ont poursuivi les sources.

De son côté, l'équipe juridique de Trump se serait opposée à cette idée, préférant se rendre à la cour sans faire de vague ou programmer une comparution à distance, pour l'empêcher de se rendre en personne sur les lieux.

Si l'ancien président a toujours nié la relation sexuelle avec l'actrice pornographique Stormy Daniels, il pourrait être inculpé pour un délit de fausses déclarations comptables pour avoir dissimulé le paiement visant à acheter son silence.

Ces charges pourraient s'alourdir et devenir criminelles si les procureurs considèrent que le délit visait à cacher une violation des règles de financement des campagnes électorales.

Environnement

Une crise mondiale de l'eau est «imminente», alerte l'ONU

Une centaine de ministres et une douzaine de chefs d'État et de gouvernement se réunissent jusqu'à vendredi à New York au sujet des ressources en eau qui s'épuisent. Dans un rapport publié mardi, l'ONU prévient l'humanité "vampirique" qu'une crise mondiale est "imminente", alors que les pénuries d'eau "tendent à se généraliser".

L'humanité "vampirique" épouse "goutte après goutte" les ressources en eau de la planète, a alerté l'ONU avant le début mercredi 22 mars d'une conférence pour tenter de répondre aux besoins de milliards de personnes, en danger face à une crise mondiale de l'eau "imminente".

"Une surconsommation et un surdéveloppement vampiriques, une exploitation non durable des ressources en eau, la pollution et le réchauffement climatique incontrôlé sont en train d'épuiser, goutte après goutte, cette source de vie de l'humanité", s'alarme le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres dans l'avant-propos d'un rapport publié à quelques heures de cette conférence des Nations unies sur l'eau, inédite depuis près d'un demi-siècle. "L'humanité s'est engagée aveuglément sur un chemin périlleux", souligne-t-il. Et "nous en subissons tous les conséquences".

Pas assez d'eau par endroits, trop à d'autres où les inondations se multiplient, ou de l'eau contaminée : si les situations dramatiques sont légion dans de nombreux endroits de la planète, le rapport de l'ONU-Eau et de l'Unesco publié mardi souligne le "risque imminent d'une crise mondiale de l'eau".

"Combien de personnes seront

touchées par cette crise mondiale de l'eau est une question de scénario", explique à l'AFP son auteur principal Richard Connor. "Si rien n'est fait, entre 40 et 50 % de la population continuera à ne pas avoir accès à des services d'assainissement et environ 20-25 % à de l'eau potable", note-t-il. Et même si les pourcentages ne changent pas, la population mondiale grossit et le nombre de personnes touchées avec.

Pour tenter d'inverser la tendance et espérer garantir d'ici 2030 l'accès pour tous à de l'eau potable ou à des toilettes, objectifs fixés en 2015, quelque 6 500 participants, dont une centaine de ministres et une douzaine de chefs d'État et de gouvernement se réunissent jusqu'à vendredi à New York, appelés à venir avec des engagements concrets. Mais déjà, certains observateurs s'inquiètent de la portée de ces engagements et de la disponibilité des financements nécessaires pour les mettre en œuvre.

Inégalités

Pourtant, "il y a beaucoup à faire et le temps ne joue pas en notre faveur", commente Gilbert Houngbo, président de l'ONU-Eau, plateforme qui coordonne le travail des Nations Unies qui ne comptent aucune agence dédiée sur ce sujet. Aucune conférence de cette ampleur n'avait été organisée depuis 1977 sur cette question vitale mais trop longtemps ignorée.

Dans un monde où lors des 40 dernières années, l'utilisation de l'eau douce a augmenté de près de 1 % par an, le rapport de l'ONU-Eau met en premier lieu en avant les pénuries d'eau qui "tendent à se généraliser", et à s'aggraver avec l'impact du réchauffement, jusqu'à frapper prochainement même les régions aujourd'hui épargnées en Asie de l'Est ou en Amérique du Sud.

Ainsi, environ 10 % de la population



mondiale vit dans un pays où le stress hydrique atteint un niveau élevé ou critique. Et selon le rapport des experts climat de l'ONU (Giec) publié lundi, "environ la moitié de la population mondiale" subit de "graves" pénuries d'eau pendant au moins une partie de l'année.

Une situation qui met aussi en lumière les inégalités. "Où que vous soyez, si vous êtes assez riches, vous arriverez à avoir de l'eau", note Richard Connor. "Plus vous êtes pauvres, plus vous êtes vulnérables à ces crises."

Maintenant ou jamais

Le problème n'est pas seulement le manque d'eau, mais la contamination de celle qui peut être disponible, en raison de l'absence ou de carences des systèmes d'assainissement. Au moins deux milliards de personnes boivent de l'eau contaminée par des excréments, les exposant au choléra, la dysenterie, la typhoïde et à la polio. Sans oublier les pollutions par les produits pharmaceutiques, chimiques, pes-

ticides, microplastiques ou nanomatériaux. Pour assurer l'accès de tous à l'eau potable d'ici à 2030, il faudrait multiplier les niveaux d'investissement actuels par trois au moins, estime l'ONU-Eau.

Et ces pollutions menacent aussi la nature. Les écosystèmes d'eau douce qui rendent des services inestimables à l'humanité, notamment en aidant à lutter contre le réchauffement et ses impacts, sont "parmi les plus menacés au monde" selon le rapport.

"Nous avons brisé le cycle de l'eau", résume à l'AFP Henk Ovink, envoyé spécial pour l'eau des Pays-Bas, co-organisateurs avec le Tadjikistan de cette conférence. "Nous devons agir maintenant parce que l'insécurité liée à l'eau sape la sécurité alimentaire, la santé, la sécurité énergétique ou le développement urbain et les problèmes sociaux", a-t-il ajouté. "C'est maintenant ou jamais, l'opportunité d'une génération."

Présidentielle en Turquie : le parti prokurde apporte un soutien tacite à l'alliance de l'opposition

Le parti prokurde HDP, troisième force politique turque, a annoncé mercredi qu'il ne présentera pas de candidat à la présidentielle du 14 mai. Une absence de candidature qui sonne comme un soutien tacite au candidat de l'alliance de l'opposition qui défiera l'actuel président Recep Tayyip Erdogan.

Pas de candidat prokurde à la présidentielle turque. Le Parti démocratique des peuples (HDP), troisième force politique turque, a indiqué mercredi 22 mars qu'il ne présenterait pas de candidat à la présidentielle du 14 mai, une décision interprétée comme un soutien tacite au candidat de l'alliance de l'opposition qui défiera le président Recep Tayyip Erdogan.

"Nous ne présenterons pas de candidat à la prochaine élection présidentielle", a déclaré la coprésidente du HDP Pervin Buldan, lors d'une conférence de presse. "La Turquie a besoin de réconciliation, pas de conflit", a lancé Pervin Buldan.

Le HDP, dont le candidat à la présidentielle de 2018 avait terminé troisième avec 8,4 % des suffrages exprimés, est considéré comme le faiseur de rois du scrutin de mai que les sondages prédisent disputé.

À l'écart

La formation prokurde, elle-même alliée à des micro-partis de gauche et d'extrême gauche, a été tenue à l'écart de la coalition de l'opposition, qui réunit six formations politiques, de par la présence en son sein

du Bon Parti (nationaliste).

À moins de huit semaines de la présidentielle, l'annonce du HDP est vue comme susceptible de fragiliser les chances de réélection du président Erdogan, qui s'est maintenu au pouvoir depuis vingt ans en profitant des divisions de l'opposition.

Le chef de l'État doit en outre affronter les conséquences du séisme dévastateur du 6 février qui a fait plus de 50 000 morts dans le pays.



Le candidat de l'alliance de l'opposition, Kemal Kiliçdaroglu, patron du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), avait multiplié ces derniers mois les contacts avec les cadres du HDP.

Le "problème kurde"

Lundi, il s'était entretenu avec ses deux coprésidents, Mithat Sancar et Pervin Buldan, s'engageant à l'issue de leur rencontre à résoudre le "problème kurde" une fois élu.

Kemal Kiliçdaroglu a notamment dénoncé les "discriminations" contre la langue kurde en Turquie, ainsi que le remplace-

ment dans le sud-est à majorité kurde du pays de dizaines de maires HDP par des administrateurs nommés par le gouvernement.

Le HDP est accusé par le gouvernement turc d'être lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé qualifié de "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, et se trouve sous le coup d'une menace d'interdiction pour "terrorisme".

Selahattin Demirtas, sa figure de proue, est lui-même emprisonné depuis fin 2016 pour "propagande terroriste".

Boris Johnson sur le grill devant une commission sur le «partygate»

L'ancien premier ministre britannique Boris Johnson a affirmé mercredi «la main sur le cœur» qu'il n'avait pas menti au parlement, lors d'une audition devant une commission parlementaire qui va passer au crible ses mensonges durant la crise du Partygate, ces fêtes à Downing Street en pleine pandémie.

Combatif, l'ancien leader conservateur de 58 ans a promis de dire «toute la vérité» en prêtant serment sur la Bible à l'ouverture de cette audition télévisée qui pourrait durer quatre heures. «La main sur le cœur, je n'ai pas menti au parlement», a-t-il dit au début de sa prise de parole.

Boris Johnson va tenter de convaincre les sept députés qui composent cette commission d'enquête alors que son avenir politique est en jeu.

Le scandale du partygate lui a coûté son poste en juillet et a entraîné le Royaume-Uni dans des mois d'instabilité politique.

S'il se retrouve dans sa position favorite, au centre de l'attention médiatique et politique, le tonitruant dirigeant, désormais simple député, pourra-t-il éviter une sanction qui anéantirait tout espoir d'un retour au premier plan de la vie politique britannique?

La commission parlementaire, accusée de s'être lancée dans une chasse aux sorcières par les partisans de Johnson, doit déterminer s'il a menti délibérément à la Chambre des Communes, notamment lorsqu'il a affirmé en décembre 2021 devant les députés que «les règles ont tout le temps été respectées» à Downing Street pendant la pandémie.

Un extrait de ses déclarations de l'époque a été montré à l'audience.

«Deux poids deux mesures»

Le «partygate», ces révélations durant des mois sur les



fêtes arrosées à Downing Street pendant le confinement au Royaume-Uni, avait suscité la colère des Britanniques, qui avaient dénoncé un «deux poids deux mesures» intolérable.

Dans un document de 110 pages rendu public mercredi matin, la commission retrace les déclarations officielles de Boris Johnson et ce qui se passait alors à Downing Street, photos et témoignages à l'appui.

En mai 2020, M. Johnson incite par exemple «l'ensemble du pays à obéir aux règles», mais participe quelques jours plus tard à une garden party dans les jardins de Downing Street. Le 10 juin, il «exhorté tout le monde à continuer de faire preuve de retenue et de respecter les règles» et participe le 19 à une fête d'anniversaire organisé pour lui par son épouse Carrie.

Et en novembre 2020, à l'occasion d'une petite fête, toujours à Downing Street, il ironise sur le fait que «c'est probablement le rassemblement le moins respectueux de la distanciation sociale dans tout le Royaume-Uni».

Selon le témoignage d'un employé de Downing Street, Boris Johnson «a eu l'opportunité de mettre fin» à ces rassemblements mais il y a au contraire pris part.

Si la commission, qui a obtenu les témoignages écrits

de 23 personnes, conclut qu'il a menti, Boris Johnson risque de perdre son siège de député, compromettant le reste de sa carrière politique et ses espoirs de revenir un jour à Downing Street.

Les députés voteront sur les sanctions qu'il pourrait encourir, y compris une suspension qui, si elle dépasse 10 jours, pourrait déclencher une élection partielle dans sa circonscription, où sa majorité est faible.

220 000 morts

Boris Johnson a reconnu avoir menti à la commission en niant l'existence de ces fêtes, puis en assurant qu'elles avaient respecté les règles anti-Covid, mais a plaidé la bonne foi dans un document de 52 pages rendu public mardi, où il pointe du doigt ses principaux conseillers.

Sa défense, assurée notamment par David Pannick, l'un des avocats les plus célèbres du pays, a coûté aux contribuables plus de 220 000 livres sterling (249 540 euros), selon les médias britanniques.

Un des conseillers de M. Johnson, Martin Reynolds, lui avait recommandé de ne pas affirmer au Parlement que les règles avaient tout le temps été respectées, jugeant que ce n'était pas «réaliste», selon son témoignage reçu par la commission.

Ces arguments ont déclenché la colère des familles de victimes de la pandémie, qui a fait plus de 220 000 morts au Royaume-Uni, le bilan le plus élevé en Europe après la Russie. Pour Bereaved Families for Justice, «il est évident que Boris Johnson a délibérément trompé le Parlement». Le groupe qualifie d'«écoeurant» le fait qu'il affirme avoir agi de bonne foi.

Début mars, la commission avait estimé que les éléments recueillis «suggèrent fortement» que les violations des règles anti-Covid devaient être «évidentes» pour Boris Johnson.

Il avait démissionné en juillet, poussé vers la sortie par une révolte au sein de son gouvernement.

Grèce : le premier ministre annonce des élections générales en mai



Cette déclaration a lieu trois semaines après une collision de trains qui a fait cinquante-sept morts, le 28 février, suscitant une vague de colère dans le pays.

Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a annoncé, mardi soir 21 mars, «avec certitude que les élections auront lieu en mai», dans un entretien à la chaîne de télévision privée Alpha.

Cette déclaration a lieu trois semaines après une catastrophe ferroviaire qui a mobilisé des foules contre son gouvernement. La collision de trains qui a fait cinquante-sept morts le 28 février a suscité une vague de colère dans le pays, des dizaines de milliers de personnes descendant dans les rues.

Le mandat du gouvernement conservateur, au pouvoir depuis presque quatre ans, expire au début de juillet, selon la Constitution. M. Mitsotakis a ouvert la voie à un autre scrutin dans la foulée si le premier ne permet pas de dégager de majorité absolue, ou si les partis ayant réalisé les meilleurs scores ne parviennent pas à former une coalition.

«Un deuxième scrutin pourrait être nécessaire. C'est très probable», a-t-il souligné, trois semaines jour pour jour après cet accident ferroviaire, le pire qu'a connu la Grèce.

Selon de nombreux médias, le gouvernement avait initialement prévu de convoquer des élections en avril, mais la collision frontale de deux trains a choqué la Grèce et contraint le gouvernement à revoir ses plans.

Défaillances chroniques

L'accident a été attribué principalement au chef de gare qui était de service ce soir-là. Il a été inculpé et placé en détention provisoire. Mais les experts et les médias ont pointé du doigt les responsabilités du gouvernement de Kyriakos Mitsotakis, qui n'a pas su pendant quatre ans faire face aux défaillances chroniques des chemins de fer, et qui a assuré d'emblée que l'accident était dû à «une tragique erreur humaine».

Etrillé pour sa gestion, jugée calamiteuse, de cet accident, le premier ministre a promis «la transparence absolue» dans l'enquête judiciaire en cours visant à établir les responsabilités.

Dans les cortèges qui scandent le mot «assassins» et réclament des comptes aux autorités, accusées de négligences, voire d'incurie, les appels à la démission de Kyriakos Mitsotakis se multiplient. Le 8 mars, au «pic» de la mobilisation, ils étaient au moins 65 000 dans les rues à crier leur ras-le-bol, dont 40 000 dans la capitale.

Après des arrêts de travail dans plusieurs secteurs, la Grèce a connu une grève quasi générale le 16 mars, avec une paralysie presque complète des transports.

L'écart se resserre dans les sondages

Nombreux sont les Grecs qui s'alarment de la délinquance des services publics dans un pays qui, pour épouser ses dettes, a dû privatiser des pans entiers de son secteur public, dont le transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises, vendu en 2017 à la société publique italienne Ferrovie dello Stato Italiane (FS).

Les derniers sondages réalisés après l'accident montrent que l'écart se resserre dans les intentions de vote entre le parti au pouvoir Nouvelle Démocratie (ND) et la gauche radicale Syriza, emmenée par Alexis Tsipras, prédecesseur de Kyriakos Mitsotakis. Avec entre 28,5 % et 30,2 % des intentions de vote, la ND ne devance plus son principal rival que de 3,5 à 4,1 points, selon les instituts.

La Grèce était déjà entrée en période prélectorale lors

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the 20th day of March 2023, has been filed in the office of the Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius, situate at New Supreme Court Building, Edith Cavell Street, Port Louis, the Memorandum of Charges containing the clauses and conditions by virtue of which shall take place before the Master's Court the Sale by Licitation prosecuted at the request of Kavi Kumari Cowlessur, electing her legal domicile in the office of the undersigned Attorney at Law, situate at Ground Floor, Saint James Court, St Denis Street, Port Louis against Shekarsingh Aubeeluck, residing at Impasse Desvaux, Les Casernes, Curepipe of the following property situate at 16eme Mille, Forest Side in the district of Plaines Wilhems and has one residential building comprising of a ground floor and a storey thereon, transcribed in TV201811/001817; "Lequel solde de terrain trouvé de 376.0 square metres (Pin1703040841) (PCR 7260/2018) est borné d'après ledit rapport d'évaluation dudit Mr. Zahur Ahmad Khuram Beegun, Arpenteur Juré, comme suit:- Vers le Nord Est par un chemin commun de trois mètres et soixante-six centimètres (3.66m) de large une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large entre sur une ligne et une courbe mesurant dix-sept mètres et soixante et onze centimètres (17.71m) et sept mètres et trente-cinq centimètres (7.35m) respectivement; Vers le Sud Est par Dhanwantee Seebaluck (née Teeluck) sur seize mètres et soixante dix sept centimètres (16.77m). Vers le Sud-Ouest par le surplus du terrain sur vingt-deux mètres et quarante-huit centimètres (22.48m) et Vers le Nord-Ouest par un chemin commun de quatre mètres et vingt-sept centimètres (4.27m) de large une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large entre douze mètres et quarante centimètres (12.40m)." The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the matter. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 23rd day of March 2023.

Me. Kaviraj BOKHOREE.

Of Ground Floor St James Court, G08, St Denis Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Zafirah Bibi Pendor will apply to the City Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for a Conversion of Part of an Existing Building at Ground Floor to Operate as Victualler, Selling Cooked Food on and off Premises at 26, Wellington Street, Port Louis. Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 24/03/2023

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001 OF THE REPUBLIC OF MAURITIUS

In the matter of:

"India Moats Fund"

Notice is hereby given:

That **"India Moats Fund"**, an Category 1 Global Business Licence Company, having its registered office at c/o JTC Fiduciary Services (Mauritius) Limited, Unit 5ABC, 5th Floor, Standard Chartered Tower, 19 Cybercity, Ebene, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 of the Republic of Mauritius;

"That the removal is on the grounds that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001."

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

**JTC Fiduciary Services (Mauritius) Limited
Secretary**

Dated this 17 March 2023

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 13th day of July 2023, at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, Supreme Court (New Supreme Court Building) situate at Cr Desroches and Edith Cavell Streets, Port Louis, the Sale by Levy of « Une portion de terrain de la contenance de CINQ CENT QUARANTE CINQ METRES CARRES ET SOIXANTE NEUF CENTIEMES DE METRE CARRE (545.69 M²) étant le lot No. 2, située au Port Louis, lieudit Ste. Croix et bornée d'après un procès verbal de rapport avec plan figuratif y joint, dressé par M. Rashid Ahmed Jeewa, arpenteur juré, le 10/08/1988, enregistré au Reg: LS 26/1069, comme suit: - (PIN No. 1116390030) Du premier côté, par la rue Lataniers, un drain de cinquante et un centimètres (0m51) de large entre, sur seize mètres et soixante sept centimètres (16m67) ; Du deuxième côté, par le Lot No. 1, sur trente quatre mètres et quatre vingt dix centimètres (34m90) ; Du troisième côté, par Charles Lee Che Wan, sur seize mètres et vingt huit centimètres (16m28) ; Et du quatrième et dernier côté, par Madame Veuve Georges l'Eveillé, sur trente et un mètres et quatre vingt cinq centimètres (31m85). » Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon, and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation the whole as more fully described in title deed drawn up by Mr. Serge Constantin, notary public, on the 17/10/1988, registered and transcribed on the 20/10/1988 in TV 1882/84. Land: Zoning: Residential. Site: The trapezoidal shaped land has a relatively even topography with a frontage of 16.67 metres to a common road, Lataniers Street, L'Oiseau Street and the Sainte Croix Public Road (Port Louis, Central Flacq Road A2) are about 33 metres and 100 metres away respectively from subject property. The site is serviced with all infrastructural utilities and facilities. Access: Access to property is by means of a tarred and vehicular road. Services: Electricity and domestic water supply are available on site. Neighbourhood: Neighbourhood mainly consists of semi-luxurious residential buildings in a heavily built-up residential zone. All amenities including public transport are available in the region. Building: Residential building: The single storey (Ground floor) residential building is made of reinforced concrete frame structure with concrete block walls under a mainly inclined and partly flat reinforced concrete slab roof. (a) Area: Ground floor: Approximately 150 m² or 1 614 ft². (b) State of repair: Good. (c) Finishes: Openings. Mainly metal and partly aluminium glazed doors and windows. Plastering and paint - External walls are rendered and painted.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr Mario Cyril LAFLEUR, the widower of late Marie Merlyn LAFLEUR (born LAROSE) and THE CURATOR OF VACANT ESTATES, vested with the Vacant Succession in Mauritius of late Marie Merlyn LAFLEUR (born LAROSE). All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 20th day of March 2023.

Thierry Koenig SA
ENSAfrica(Mauritius)
Of 18 Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

NOTICE UNDER SECTION 36(2) (C) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **Red Ribbon RE RISE Real Estate (Mauritius)** Limited a Global Business Licence Company, having its registered address at Premier Business Centre, 10th Floor, Sterling Tower, 14 Poudriere Street, Port Louis, Mauritius, has by a Special Resolution passed on 21 February 2023 changed its name to **Red Ribbon Real Estate (Mauritius)** Limited as evidenced by a Certificate of Incorporation on Change of Name issued by the Registrar of Companies on 17 March 2023.

Premier Financial Services Limited
Secretary

NOTICE UNDER SECTION 100 (2) OF THE CO-OPERATIVES ACT 2016

Notice is hereby given to all creditors and the public in general that the liquidation of the following Co-operative Societies has this day been closed.

S.N.	FILE NO.	NAME OF CO-OPERATIVE SOCIETIES
1.	704/207	Rajputna Cooperative Stores Society Limited

Ministry of Industrial Development, SME's & Co-operatives Co-operatives Division
LIC Building,
3rd Floor John Kennedy Street
Port Louis

Sheik Reaze YEAROO
(Liquidator)
Date: 28.03.2003

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 20th day of July, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: "Une portion de terrain de la contenance de DEUX MILLE CENT DIX DECIMAL QUARANTE METRES CARRES (2,110.40 M²), située au quartier de la Rivière du Rempart, au lieudit Grand Gaube, et bornée ainsi qu'il est dit au titre de propriété ci-après relaté, d'après un rapport d'arpentage avec plan figuratif y joint, dressé par Monsieur Thacoor Soobodh Proag, arpenteur jure, en date du 04/12/2003, enregistré au Reg. L.S 52/196, comme suit :-(PIN Number : 1317130400) Du premier côté, par un chemin commun de CINQ METRES (5.00 M) de large, sur CINQUANTE DEUX METRES QUINZE CENTIMETRES (52.15 M) ; Du deuxième côté, par un chemin commun de QUATRE METRES (4.00 M) de large, sur QUARANTE ET UN METRES QUATRE VINGT QUINZE CENTIMETRES (41.95 M) ; Du troisième côté, par le surplus du terrain, sur CINQUANTE ET UN METRES SOIXANTE DIX NEUF CENTIMETRES (51.79 M) ; Et du quatrième et dernier côté, par un chemin commun de CINQ METRES (5.00 M) de large, sur TRENTE NEUF METRES CINQUANTE NEUF CENTIMETRES (39.59 M). Ensemble une maison en blocs de ciment sous dalles y existant ainsi que les installations faites pour la conduite d'eau, la lumière électrique et le drainage y attachées et généralement tout ce qui peut dépendre et faire partie du bien sans aucune exception ni réserve. L'emprunteur est propriétaire dudit terrain, au moyen de l'acquisition qu'il a faite de madame Veuve chundraoote Ramkissoon et Monsieur Vishnoodeo Sharma Ramkissoon, suivant contrat, dressé par Me. Rajalutchemee Chidambaram, notaire, le 02/02/2005, enregistré et transcrit le 15/02/2005 au TV 5762/6". The property situated at Grand Gaube consists of a freehold residential land and building. The property is situated along a common tarred and partly untarred road known as Tangerine Lane at about 85 metres from Grand Gaube Coast Road (B44). The site is more precisely located at the following GPS Coordinates:- (-20.008609, 57.655668). The neighbouring land use is mainly residential. The site consists of a residential plot of an extent of 2,110.42 square metres as per statement of ownership provided. The site is morefully described in a survey report drawn up by Mr. T. S. Proag (Swon Land Surveyor) dated 04/11/2003 and registered in LS 52 No. 196. The site is regular in shape with a relatively even topography and major services are available around the perimeter of the site. The site has a road frontage of 52.15 metres and a maximum depth of 41.95 metres. The site is enclosed with stone walls and is accessed via a vehicular metal gate through a planted driveway. The remaining yard is landscaped to a good standard and seems to be have been abandoned and not maintained recently. A two storey residential building of a gross approximate extent of 700 square metres currently made of concrete frame structures in-filled with block walls under reinforced concrete slab roof stands on the site. The walls are plastered and painted with a mix of aluminium glazed and metal glazed opening. As the property was closed during inspection, a full building survey (internal and external) with detailed measurements was not possible. Based on an external overview, it is found that the property is in a good state of repairs and maintenance.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of AfrAsia Bank Limited against Mr. Ganisham DABY & Anor.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 21st day of March, 2023.

Thierry Koenig SA
Attorney-at-Law
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I, Mrs. Pareeza Begum Abdool Gaffoor will apply to the **City Council of Port Louis** for a Building and Land Use Permit for a proposed Demolition of an existing building at Ground Floor & Construction of a building at Ground Floor partly to operate as General Retailer - Foodstuff (excluding Liquor) and Non-Foodstuff (foodstuff predominant) and partly residential and residential at First Floor at 32, Paul et Virginie Street, Plaine Verte, Port-Louis.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 24/03/2023

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 13th day of July 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: "Une portion de terrain de la contenance de DEUX MILLE CENT DIX DECIMAL QUARANTE METRES CARRES (2,110.40 M²), située au quartier de la Rivière du Rempart, au lieudit Grand Gaube, et bornée ainsi qu'il est dit au titre de propriété ci-après relaté, d'après un rapport d'arpentage avec plan figuratif y joint, dressé par Monsieur Thacoor Soobodh Proag, arpenteur jure, en date du 04/12/2003, enregistré au Reg. L.S 52/196, comme suit :-(PIN Number : 1317130400) Du premier côté, par un chemin commun de CINQ METRES (5.00 M) de large, sur CINQUANTE DEUX METRES QUINZE CENTIMETRES (52.15 M) ; Du deuxième côté, par un chemin commun de QUATRE METRES (4.00 M) de large, sur QUARANTE ET UN METRES QUATRE VINGT QUINZE CENTIMETRES (41.95 M) ; Du troisième côté, par le surplus du terrain, sur CINQUANTE ET UN METRES SOIXANTE DIX NEUF CENTIMETRES (51.79 M) ; Et du quatrième et dernier côté, par un chemin commun de CINQ METRES (5.00 M) de large, sur TRENTE NEUF METRES CINQUANTE NEUF CENTIMETRES (39.59 M). Ensemble une maison en blocs de ciment sous dalles y existant ainsi que les installations faites pour la conduite d'eau, la lumière électrique et le drainage y attachées et généralement tout ce qui peut dépendre et faire partie du bien sans aucune exception ni réserve. L'emprunteur est propriétaire dudit terrain, au moyen de l'acquisition qu'il a faite de madame Veuve chundraoote Ramkissoon et Monsieur Vishnoodeo Sharma Ramkissoon, suivant contrat, dressé par Me. Rajalutchemee Chidambaram, notaire, le 02/02/2005, enregistré et transcrit le 15/02/2005 au TV 5762/6". The property situated at Grand Gaube consists of a freehold residential land and building. The property is situated along a common tarred and partly untarred road known as Tangerine Lane at about 85 metres from Grand Gaube Coast Road (B44). The site is more precisely located at the following GPS Coordinates:- (-20.008609, 57.655668). The neighbouring land use is mainly residential. The site consists of a residential plot of an extent of 2,110.42 square metres as per statement of ownership provided. The site is morefully described in a survey report drawn up by Mr. T. S. Proag (Swon Land Surveyor) dated 04/11/2003 and registered in LS 52 No. 196. The site is regular in shape with a relatively even topography and major services are available around the perimeter of the site. The site has a road frontage of 52.15 metres and a maximum depth of 41.95 metres. The site is enclosed with stone walls and is accessed via a vehicular metal gate through a planted driveway. The remaining yard is landscaped to a good standard and seems to be have been abandoned and not maintained recently. A two storey residential building of a gross approximate extent of 700 square metres currently made of concrete frame structures in-filled with block walls under reinforced concrete slab roof stands on the site. The walls are plastered and painted with a mix of aluminium glazed and metal glazed opening. As the property was closed during inspection, a full building survey (internal and external) with detailed measurements was not possible. Based on an external overview, it is found that the property is in a good state of repairs and maintenance.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of AfrAsia Bank Limited against Mr. Ganisham DABY & Anor.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 20th day of March 2023.

Thierry Koenig SA
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18 Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

Football**L'ex-international allemand Mesut Özil met un terme à sa carrière à 34 ans**

Le meneur de jeu allemand Mesut Özil, passé par le Real Madrid, Arsenal et le Fenerbahçe, a annoncé ce mercredi matin mettre un terme à sa carrière, à l'âge de 34 ans. Il avait été champion du monde en sélection avec l'Allemagne en 2014.

L'ex-international allemand, champion du monde 2014, Mesut Özil, joueur du club turc de Basaksehir, a annoncé mercredi prendre sa retraite à l'âge de 34 ans.

Le milieu de terrain, qui avait claqué après le Mondial-2018 la porte de la sélection allemande sur fond d'accusations de racisme, annonce se « retirer immédiatement du football professionnel », dans un message publié sur Twitter.

« Ces derniers mois et dernières semaines, après avoir souffert de plusieurs blessures, il est devenu de plus en plus clair qu'il était temps pour moi de quitter ce grand monde du football », a expliqué Mesut Özil.

L'ancien joueur du Werder Brême, du Real Madrid et d'Arsenal a connu des dernières années difficiles en club. Il



s'était engagé en juillet dernier avec Basaksehir pour une saison, après un passage délicat à Fenerbahçe.

Arrivé à Istanbul début 2021, le N.10 avait été exclu en mars 2022 de l'équipe première de Fenerbahçe après être entré en conflit avec sa direction. Özil avait déjà fini au placard à Arsenal, son précédent club.

Le joueur, qui a débuté sa carrière professionnelle en Bundesliga avec Schalke 04, avait été vivement critiqué en Allemagne après avoir posé avec le président turc Recep Tayyip Erdogan en mai 2018, peu avant la Coupe du

monde en Russie.

Dénonçant des attaques « racistes », il avait annoncé prendre sa retraite internationale après le Mondial-2018. Özil, longtemps modèle d'intégration par le sport, avait essuyé des critiques véhémentes et parfois douteuses dans les médias allemands après l'élimination historique et humiliante de l'Allemagne, championne du monde en titre, dès la phase de poules.

Le joueur aux 23 buts en 92 sélections avec la Mannschaft avait dit se sentir considéré par le président de la fédération allemande de football comme allemand « quand nous gagnons » mais comme « un immigré quand nous perdons ».

La charge de Mesut Özil, né dans la Ruhr, en Allemagne, avait provoqué un vaste débat sur le racisme en Allemagne, où vit la plus importante communauté turque dans le monde.

Plusieurs ministres turcs avaient alors salué la décision de l'ex-international, l'un d'eux saluant « un but contre le virus du fascisme ».

Özil s'est marié en 2019 à Istanbul avec une ancienne miss Turquie, Amine Gülsel. Son témoin de mariage était le président Erdogan.

Deschamps : « Griezmann a toujours été un élément essentiel et il va continuer de l'être »

Didier Deschamps a officialisé mardi donner le brassard de capitaine de l'équipe de France à Kylian Mbappé, en concurrence avec Antoine Griezmann finalement vice-capitaine. Une décision qui n'empêchera pas le Français de peser dans l'effectif des Bleus selon le sélectionneur.

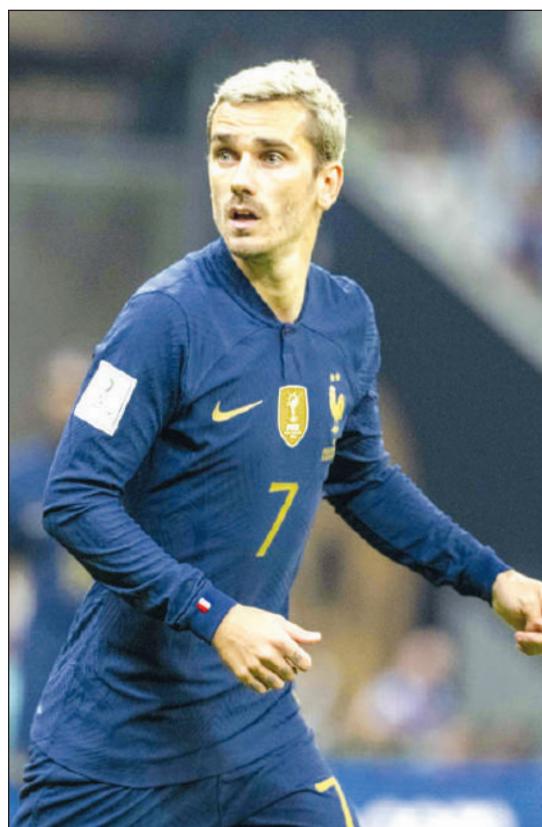
La veille de son 32e anniversaire, Antoine Griezmann aurait préféré un autre cadeau que le statut de vice-capitaine. Si son entourage a laissé entendre que le Mâconnais était très déçu, au point de se poser la question de son avenir en sélection, Didier Deschamps a évidemment tenu à déminer rapidement le sujet. Car "Grizou" est son joueur ligue, celui de qui il peut exiger beaucoup de sacrifices et avec lequel il a bâti une relation particulière.

« On est très proche, mais je ne veux pas entrer dans le détail pour trahir cette relation, confie le sélectionneur. Il a été un fil conducteur parce qu'il a été tout le temps là, il est sur une série importante (74 matches de rang en sélection). C'est son mérite, il n'a pas eu de pépin physique, il a toujours été un élément essentiel et il va continuer de l'être. »

Même si tous les joueurs ont leur orgueil, peut-être a-t-il été plus facile pour « DD » de trancher en défaveur du Madrilène avec qui la relation est profonde et l'estime mutuelle tandis qu'il aurait été plus délicat de froisser l'ego d'un joueur de la dimension de Kylian Mbappé. Avec Antoine Griezmann, qui ne manque jamais de rappeler ce qu'il doit à Deschamps en conférence de presse, la connexion va au-delà du ballon rond.

Deschamps : « on est dans une relation de confiance »

« Le côté humain, créer cette relation de confiance, c'est essentiel. Mais cela ne m'empêchera pas de lui dire ce que je pense être le mieux pour lui et pour l'équipe de France, souligne le patron des Bleus. Je peux lui donner un avis, on peut parler de



chooses plus privées parce qu'on se connaît bien, car on est dans une relation de confiance. Il sait que de mon côté, rien ne peut sortir. »

Après avoir tranché pour le capitainat, Deschamps entend la déception qui peut être celle du Colchonero. Mais il n'oublie pas non plus qu'il l'a soutenu lorsqu'il traversait des moments difficiles en club, notamment à Barcelone, et qu'il lui a quand même confié une nouvelle responsabilité avec le vice-capitainat.

« Qu'il y ait naturellement une déception, oui, mais je considère que je lui donne plus aussi. Sans entrer dans le détail, il y a eu des périodes plus difficiles. Mais j'ai toujours compté sur lui et je continue à compter sur lui. Il garde cette fraîcheur, il est naturellement un moteur, quelqu'un qui est fédérateur par sa nature et par ce qu'il amène sur le terrain. Au-delà d'être un joueur créatif et offensif, il a ce volume et il aime défendre. Il est mobilisateur. »

Avec ou sans brassard, en équipe de France, Grizou est toujours dans le coup...

Qualifications Euro-2024 : Les Néerlandais De Jong et Bergwijn forfaits face aux Bleus

Le milieu de terrain Frenkie De Jong, plaque tournante de l'entrejeu néerlandais, manquera à l'appel ce vendredi (20h45) face aux Bleus au Stade de France, touché à la cuisse lors du Clasico remporté hier dimanche avec le FC Barcelone face au Real Madrid (2-1).

Le milieu de terrain Frenkie de Jong et l'attaquant Steven Bergwijn sont forfaits pour les premiers matches de qualifications à l'Euro-2024 des Pays-Bas contre la France et Gibraltar.

« Le joueur de Barcelone a des douleurs à la cuisse suite au duel contre le Real Madrid », a déploré la Fédération néerlandaise au lendemain du Clasico de la Liga remporté 2-1 par le Barça au Camp Nou contre le Real Madrid.

Frenkie de Jong ne sera de ce fait « pas mobilisable » pour les prochaines rencontres des Oranje, qui affrontent vendredi les vice-champions du monde à Paris et Gibraltar à Rotterdam dans une semaine.

L'absence du milieu de terrain est préjudiciable pour les Pays-Bas, a reconnu Ronald Koeman, successeur de Louis van Gaal à la tête de la sélection.



« Frenkie est un joueur important pour cette équipe. Il a des qualités que peu de joueurs possèdent », a déclaré le sélectionneur néerlandais en conférence de presse. « Mais son absence ne veut pas dire qu'on va brusquement changer de système, ce serait étrange » a ajouté Koeman, qui a affiché vendredi dernier sa volonté de délaisser le 5-3-2 pour revenir au 4-3-3.

L'attaquant Steven Bergwijn (Ajax) a pour sa part « dû renoncer en raison d'une blessure au genou », selon la Fédération, qui a précisé qu'il serait remplacé par Donyell Malen (Borussia Dortmund), qui compte 19 sélections avec les Pays-Bas.

De Jong sera remplacé par Joey Veerman (PSV Eindhoven).

La suspension D'Aleksandar Mitrovic, jugée "insuffisante", risque d'être considérablement

L'attaquant serbe de Fulham a été exclu en FA Cup contre Manchester United après un coup de sang envers l'arbitre de la rencontre.

Comme le rapporte la BBC, Mitrovic (ex-Anderlecht) est actuellement suspendu pour 3 matchs, pour "conduite violente et inappropriée".

Néanmoins, et en fonction des circonstances, la suspension peut être allourdie. Ainsi, Mitrovic pourrait risquer 10 matchs de suspension. L'information était sortie dans la presse anglaise lundi et a été confirmée par un communiqué de la Football

Association anglaise.

"La sanction standard qui s'appliquerait à Aleksandar Mitrovic pour l'infraction d'expulsion pour comportement violent qu'il a commis envers l'arbitre du match est clairement insuffisante", explique la FA. "En outre, le comportement et/ou le langage d'Aleksandar Mitrovic auraient été inappropriés et/ou abusifs et/ou insultants et/ou menaçants après son expulsion."

Le président de l'Association des arbitres, Paul Field, considère même que Mitrovic devrait purger une peine plus longue que de 10 matchs, et également préster des travaux d'intérêt général.